

- Votre projet d'investissement s'intègre-t-il dans une démarche qualité (productions végétales uniquement) ?
 - la production et les produits issus de l'activité aidée sont sous Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) tels que : label rouge, Appellation d'Origine Protégée (AOP), Identification Géographique Protégée (IGP), Spécialité Traditionnelle Garantie (STG)...
 - oui non Si oui précisez : _____
 - autre démarche qualité
 - oui non Si oui précisez : _____
- Existe-t-il un site phytosanitaire agréé sur votre exploitation : oui non Justificatifs apportés : _____

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

a) Dépenses matérielles faisant l'objet d'une facturation

Complétez le tableau ci-joint à partir de vos devis que vous aurez préalablement numérotés. Vous reporter à la liste des investissements éligibles annexée au présent formulaire pour reporter le montant (HT) des investissements prévus dans votre projet

(veuillez-vous reporter au cahier des charges de l'appel à projet sur lequel figure la liste des investissements éligibles)

N° du devis joint	Libellé de l'investissement projeté	Nombre de matériel	Montant Total (HT)
Montant Total			

b) Dépenses immatérielles liées faisant l'objet d'une facturation

Nature des dépenses	Montant HT	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)	Devis joint (cocher la case)
			<input type="checkbox"/>
TOTAL des dépenses prévues			

TOTAL GÉNÉRAL DES DÉPENSES PRÉVISIONNELLES [a+b]	Montant HT	Montant réel supporté (à compléter uniquement si vous ne récupérez pas la TVA, ou si vous la récupérez partiellement)

Je m'engage (nous nous engageons), sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 années à partir de la date de réalisation des travaux,
- à informer le guichet unique de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon(notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- à me soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes,
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits - nationaux ou européens -, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- à apposer sur mon bâtiment une plaque explicative lorsque l'action menée implique un investissement d'un montant total supérieur à 50 000 euros, à installer un panneau sur les sites des infrastructures dont le coût total dépasse 500 000 euros. Cette plaque explicative / ce panneau comprennent : le logo européen, la mention : « Fonds européen agricole pour le développement rural : l'Europe investit dans les zones rurales », ainsi qu'une description du projet. Ces éléments relatifs à la publicité de la participation européenne doivent occuper 25 % de la plaque ;
- à poursuivre mon (notre) activité agricole au sens de l'article L311-1 du Code rural pendant une période de cinq années à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les équipements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la décision d'octroi de la subvention ;
- à respecter les normes minimales dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène et du bien-être des animaux.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que les dossiers subiront une sélection et que certains pourront ne pas être soutenus. En cas de réponse défavorable à cette demande, je pourrai (nous pourrons) avoir la possibilité de la renouveler dans le cadre d'un autre appel à projets **sous réserve que les travaux ne soient pas démarrés..**

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que, conformément au règlement communautaire n°259/2008, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon (notre) nom, mon (notre) adresse et le montant de mes (nos) aides perçues resteraient en ligne sur le site Internet du ministère en charge de l'Agriculture pendant 2 ans. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Je suis informé(e) (nous sommes informés) que le versement de l'aide des dossiers bénéficiant de la majoration JA est conditionné à ce que le jeune concerné ait reçu son CJA.

LISTE DES PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Sans objet
Exemplaire original de la demande complété et signé	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Devis estimatifs détaillés des travaux ou investissements classés par type d'investissement	Tous projets	<input type="checkbox"/>	
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) RIB-IBAN	Tous projets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
K-bis et exemplaire des statuts	Pour les formes sociétaires	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la carte d'identité	Si vous n'avez pas de N° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisation du propriétaire	En cas de construction sur un terrain n'appartenant pas au demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs en complément du point d - caractéristiques du projet (voir annexe 2 : grille de sélection et justificatifs à fournir)	GIEE, démarche agri-environnementale, souscripteur MAE, site phytosanitaire...	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents comptables : - Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € tous financeurs confondus : dernière liasse fiscale complète ou les derniers bilan et compte de résultats approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un - Lorsque la subvention est inférieure ou égale à 23 000 € : éléments comptables au 31/12 N-1 : CA, EBE, RE, Résultat net, capitaux propres, dettes financières, crédits de trésorerie, total du bilan, effectifs salariés	Concerne les demandeurs astreints à la tenue d'une comptabilité (les exploitants au forfait n'ont pas à fournir ces documents)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de paiement des cotisations sociales. Pour la société et pour chaque associé exploitant.	Se rapprocher de la MSA (ou autre) dont vous relevez	<input type="checkbox"/>	

Justificatif de paiement des cotisations fiscales. Pour la société et pour chaque associé exploitant.	Se rapprocher de la trésorerie dont vous relevez	<input type="checkbox"/>	
Récépissé de déclaration ou autorisation relative aux installations classées	Demandeurs concernés par ces réglementations	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Exemplaire des statuts	Association, fondation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Récépissé de déclaration en préfecture	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Statuts et liste des membres du bureau et du conseil d'administration	Association	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Copie de la charte d'engagement individuel et attestation du porteur de la charte de territoire « algues vertes »	dans le cadre du Plan de Lutte contre les Algues Vertes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autorisations ou accords (DDPP, permis de construire ...) pour la réalisation du projet le cas échéant		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

- j'autorise
 je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

⁽¹⁾ Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent.
Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser à la DDTM du département du siège de votre exploitation.

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)